

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Grosse pression sur le gouvernement

POUR le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, l'année 2020 doit être celle des résultats. Une volonté clairement exprimée lors de sa dernière adresse à la Nation. De quoi donner des insomnies aux membres du gouvernement qui, désormais, n'ont plus droit à l'erreur.

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

"(...) L'année 2020 sera toujours donnée à vos préoccupations quotidiennes : la santé, l'éducation, dès le primaire, l'emploi avec l'objectif de résorber le chômage, mais aussi le logement, les transports avec un effort inédit pour réhabiliter le réseau routier, le système de distribution d'eau et d'électricité, et la lutte contre l'insalubrité. J'exige que sur chacun de ses points, il y ait en 2020 des avancées significatives, des résultats visibles pour chacun d'entre nous. Aucune de vos préoccupations ne sera laissée de côté. À chaque problème, il devra y avoir une solution". Telles sont les promesses du président de la République, Ali Bongo Ondimba, à l'endroit de ses concitoyens. Chargé de mettre en musique la vision du chef de l'Exécutif, le gouvernement est, pour ainsi dire, désormais face à ses responsabilités. Et pour cause, l'impatience du président de la République est également celle des Gabonais, de façon générale. Les résultats mitigés de la récente Task force sur la santé, tenue du 29 octobre au 4 novembre dernier, sont à cet effet un mauvais présage. D'ailleurs, le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale avait tapé du poing sur la table car estimant que les experts commis à la tâche avaient sciemment évité de "crever l'abcès" pour réformer en profondeur le système sanitaire.

Ainsi, la désinvolture du personnel soignant, l'obsolescence du matériel médical, le manque d'entretien des structures hospitalières, la vente illicite des dispositifs médicaux, etc. constituent les axes de travail immédiats du Dr Max Limoukou, ministre de

la Santé. L'année scolaire écoulée s'étant déroulée sans heurts, le nouveau ministre de l'Éducation nationale chargé de la Formation civique, Patrick Daouda Mouguiama a l'obligation de maintenir la quiétude et la sérénité dans ledit secteur, en œuvrant à la cohésion au sein de la maison. Autre membre du gouvernement

chargé de mettre en musique la vision du chef de l'Exécutif, le gouvernement est, pour ainsi dire, désormais face à ses responsabilités.



Photo: DR/L'Union

La lutte contre l'insalubrité fait partie des chantiers sur lesquels le gouvernement est attendu.

dans l'œil du cyclone, Madeleine Berre, ministre de l'Emploi, de la Fonction publique, du Travail et de la Formation professionnelle, chargée du Dialogue social. Cette dernière a la lourde tâche d'inverser la courbe du chômage, notamment dans la capitale économique, Port-Gentil où des milliers de Gabonais ont

perdu leur emploi en raison de la crise pétrolière. C'est d'ailleurs à un natif de cité pétrolière, Pascal Houangni Ambourou ministre de l'Énergie et des Ressources hydrauliques que les Gabonais devront s'en prendre si les carences en eau et délestages électriques intempêtes ne sont pas résolus.

Pour faciliter le travail à ses collègues, Jean-Marie Ogandaga, ministre de l'Économie et des Finances devra trouver les espèces sonnantes et trébuchantes. Ne dit-on pas que l'argent est le nerf de la guerre ? Désormais donc, tous les regards sont rivés vers Julien Nkoghe Bekale et son équipe.

Assemblée nationale : une diplomatie parlementaire "dense"

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

L'Assemblée nationale est un pan assez méconnu de l'activité de nos députés. Et pourtant, elle occupe une bonne partie de leur travail. En ce sens, la seconde session ordinaire du Parlement, qui s'est achevée le 31 décembre dernier, aura été marquée, du côté du palais Léon Mba, par une "activité diplomatique parlementaire dense et fructueuse". De fait, selon le président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi, celle-ci s'est notamment traduite par le fait qu'il "a eu l'honneur de représenter le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, à l'intronisation du nouvel empereur du Japon, Naruhito, en octobre dernier". Et qu'une délégation des élus du peuple a pris part au sommet parlementaire

Russie-Afrique à Moscou. Et aux rencontres multilatérales à Brazzaville (Congo), Ouagadougou (Burkina Faso), Rabat (Maroc) et Abidjan (Côte d'Ivoire). Sur le plan bilatéral, a-t-il souligné, cela s'est matérialisé par la signature de Mémoires d'entente entre l'Assemblée nationale et l'Assemblée nationale française et la Chambre des Représentants du Maroc. Des accords qui, a-t-il fait observer, augurent "de fructueuses coopérations bilatérales entre ces institutions". De même, dans un cadre sous-régional, abordant la tenue à Libreville, le 18 décembre dernier, de la IXe session extraordinaire de la conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), il s'est réjoui de la réussite de cet événement "qui marque le re-



Photo: Sylvain MAGANGA/L'Union

Le président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi, lors de la clôture de la 2e session ordinaire du Parlement.

tour du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, président en exercice de la CEEAC, sur la scène internationale. Et conforte le rôle du Gabon dans l'intégration sous-régionale et ouvre la perspective d'une nouvelle dynamique à notre zone économique". Et

d'ajouter : " Nous envisageons de conjuguer nos efforts avec ceux de l'Exécutif, dans le cadre de la diplomatie parlementaire, en vue d'appuyer l'adhésion des populations de la sous-région au renforcement de l'intégration de nos États."